

CXXXII.

1^a TORNATA DI LUNEDÌ 26 GIUGNO 1905PRESIDENZA DEL PRESIDENTE **MARCORA**.

INDICE.

Bilanci di assestamento e di previsione del fondo per l'emigrazione (<i>Seguito della discussione</i>)	Pag. 4798
PANTANO	4803
SANTINI	4798
SOLIMBERGO	4812
TITTONI (<i>ministro</i>)	4816
Disegno di legge (<i>Discussione</i>):	
Approvazione di tre convenzioni firmate all'Aja:	
GIANTURCO (<i>relatore</i>)	4789
TITTONI (<i>ministro</i>)	4789
Relazione (<i>Presentazione</i>):	
Modificazioni alla tariffa doganale (CHIMIRRI). 4789	

La seduta comincia alle ore 10.5.

DE NOVELLIS, *segretario*, dà lettura del processo verbale della seduta antimeridiana di venerdì 23 corrente, che è approvato.

Presentazione di una relazione.

PRESIDENTE. Invito l'onorevole Chimirri a recarsi alla tribuna per presentare una relazione.

CHIMIRRI, *relatore*. In nome della Commissione permanente per l'esame dei trattati di commercio e delle tariffe doganali, mi onoro di presentare alla Camera la relazione sul disegno di legge: « Modificazioni alla tariffa doganale e disposizioni sull'impiego del glucosio nella fabbricazione dei surrogati del caffè ».

PRESIDENTE. Questa relazione sarà stampata e distribuita.

Discussione del disegno di legge: Approvazione di tre convenzioni firmate all'Aja il 12 giugno 1905 fra l'Italia e vari Stati d'Europa.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del disegno di legge: « Approvazione di tre convenzioni firmate al-

l'Aja il 12 giugno 1905 fra l'Italia e vari Stati d'Europa ».

Prego l'onorevole segretario di dar lettura del disegno di legge.

DE NOVELLIS, *segretario*, ne dà lettura. (*Vedi Stampato n. 173-A*).

PRESIDENTE. La discussione generale è aperta su questo disegno di legge.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Chiedo di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Dichiaro di accettare l'ordine del giorno proposto dalla Commissione il quale non fa che precisare, in termini più particolareggiati, il programma generale del Governo, che è quello di arrivare gradatamente alla codificazione dell'intera materia del diritto privato secondo le tradizioni nobilissime dell'Italia, che, con parola elevata, sono state opportunamente ricordate dal relatore onorevole Gianturco, nella sua pregevolissima relazione.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Gianturco.

GIANTURCO, *presidente e relatore della Commissione*. Prendo atto delle dichiarazioni dell'onorevole ministro degli esteri e confido che il Governo proseguirà nella via così splendidamente tracciata da Pasquale Stanislao Mancini, e così degnamente seguita dai suoi successori.

PRESIDENTE. La Commissione presenta il seguente ordine del giorno.

« La Camera invita il Governo del Re a promuovere trattati internazionali, i quali:
 1° regolino l'esecuzione dei giudicati;
 2° disciplinino l'acquisto e la perdita della cittadinanza;
 3° stabiliscano norme di diritto marittimo uniformi nelle materie dove men discordanti siano le leggi dei vari Stati, o

almeno determinino la legge regolatrice dei rapporti stessi, se e dove non possa ottenersi l'unificazione del diritto marittimo».

Chi approva quest'ordine del giorno è pregato di alzarsi.

(È approvato).

Non essendovi oratori iscritti e nessuno chiedendo di parlare, procederemo alla discussione degli articoli.

Art. 1.

Piena ed intiera esecuzione è data alle tre Convenzioni (facenti seguito a quella del 14 novembre 1896, approvata con regio decreto 14 maggio 1899), firmate all'Aja il 12 giugno 1902 fra l'Italia e vari Stati di Europa:

1° per regolare i conflitti di leggi in materia di matrimonio;

2° per regolare i conflitti di leggi e di giurisdizioni in materia di divorzio e di separazione personal;

3° per regolare la tutela dei minorenni.

Prego l'onorevole segretario di dar lettura delle tre Convenzioni.

DE NOVELLIS, segretario, legge:

1.

Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse:

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de loi concernant les conditions pour la validité du mariage;

Ont résolu de conclure une Convention, à cet effet, et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND: MM. le comte De Pourtalès, Son

envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dungs, Son conseiller supérieur intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, Son conseiller intime de légation;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE: M. Okolicsanyi d'Okolicsna, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES: MM. le comte De Grelle Rogier, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE: M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, Son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE: MM. De Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, juriconsulte du Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE: M. Salvatore Tugini, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, DUC DE NASSAU: M. le comte de Villers, Son chargé d'affaires à Berlin;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS: MM. le baron R. Melvil de Lynden, Son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, Son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC. ETC.: M. le comte De Sélir, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE: M. Jean N. Papiniu, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET DE NORVÈGE, AU NOM DE LA SUÈDE: M. le

comte Wrangel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE: M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération Suisse à Rotterdam ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}.

Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressément à une autre loi.

Art. 2.

La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui serait contraire à ses dispositions concernant :

1° les degrés de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition absolue ;

2° la prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous ;

3° la prohibition absolue de se marier, édictée contre des personnes condamnées pour avoir de concert attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

Le mariage célébré contrairement à une des prohibitions mentionnées ci-dessus ne sera pas frappé de nullité, pourvu qu'il soit valable d'après la loi indiquée par l'article 1^{er}.

Sous la réserve de l'application du premier alinéa de l'article 6 de la présente Convention, aucun Etat contractant ne s'oblige à faire célébrer un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois. La violation d'un empêchement de cette nature ne pourrait pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui où le mariage a été célébré.

Art. 3.

La loi du lieu de la célébration peut permettre le mariage des étrangers, nonobstant les prohibitions de la loi indiquée par l'article 1^{er}, lorsque ces prohibitions sont exclusivement fondées sur des motifs d'ordre religieux.

Les autres Etats ont le droit de ne pas reconnaître comme valable le mariage célébré dans ces circonstances.

Art. 4.

Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils remplissent les conditions nécessaires d'après la loi indiquée par l'article 1^{er}.

Cette justification se fera, soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires autorisés par l'Etat dont les contractants sont les ressortissants, soit par tout autre mode de preuve, pourvu que les conventions internationales ou les autorités du pays de la célébration reconnaissent la justification comme suffisante.

Art. 5.

Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu que les pays dont la législation exige une célébration religieuse pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans que cette prescription ait été observée.

Les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées ; mais le défaut de ces publications ne pourra pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aurait été violée.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays de chacun des époux.

Art. 6.

Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si aucune des parties contractantes n'est ressortissante de l'Etat où le mariage a été célébré et si cet Etat ne s'y oppose pas. Il ne peut pas s'y opposer quand il s'agit d'un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois.

La réserve du second alinéa de l'article 5 est applicable aux mariages diplomatiques ou consulaires.

Art. 7.

Le mariage nul, quant à la forme, dans le pays où il a été célébré, pourra néanmoins être reconnu comme valable dans les autres pays, si la forme prescrite par la loi nationale de chacune des parties a été observée.

Art. 8.

La présente Convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés sur le territoire des Etats contractants entre personnes dont une au moins est ressortissante d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente Convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

Art. 9.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 10.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 12.

La présente Convention aura une durée de cinq ans, à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux articles précédents, au Gouverne-

ment des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plenipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs scéaux.

Fait à La Haye, le 12 Juin, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) F. POURTALES.

» DUNGS.

» KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

(L. S.) OKOLICSÁNYI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique:(L. S.) C^{te} DE GRELLE ROGIER.

» ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne:

(L. S.) CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France:

(L. S.) MONBEL.

» L. RENAULT.

Pour l'Italie:

(L. S.) TUGINI.

Pour le Luxembourg:(L. S.) C^{te} DE VILLERS.*Pour les Pays-Bas:*

(L. S.) Baron MELVIL DE LYNDEN.

» J.-A. LOEFF.

» T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal:

(L. S.) Conde DE SÉLIR.

Pour la Roumanie:

(L. S.) J. N. PAPINIU.

Pour la Suède:(L. S.) C^{te} WRANGEL.*Pour la Suisse:*(L. S.) F. KOCH I.^rVisto: Il Presidente del Senato
CANONICO.

II.

Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté le Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse;

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND: MM. le comte Pourtalès, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dungs, Son conseiller supérieur intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, Son conseiller intime de légation;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE: M. Okolicsanyi d'Okolicsna, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES: MM. le comte De Grelle Rogier, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE: M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, Son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE: MM. De Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Ré-

publique Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE: M. Salvatore Tugini, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, DUC DE NASSAU: M. le comte De Villers, Son chargé d'affaires à Berlin;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS: MM. le baron R. Meïvil de Lynden, Son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, Son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission Royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC. ETC.: M. le comte De Sélir, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE: M. Jean N. Papiniu, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET DE NORVÈGE, AU NOM DE LA SUÈDE: M. le comte Wrangel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE: M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération Suisse à Rotterdam;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1^{er}.

Les époux ne peuvent former une demande en divorce que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est formée admettent le divorce l'une et l'autre.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 2.

Le divorce ne peut être demandé que si, dans le cas dont il s'agit, il est admis à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où la demande est formée.

encore que ce soit pour des causes différentes.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 3.

Nonobstant les dispositions des articles 1 et 2, la loi nationale sera seule observée, si la loi du lieu où la demande est formée le prescrit ou le permet.

Art. 4.

La loi nationale indiquée par les articles précédents ne peut être invoquée pour donner à un fait qui s'est passé alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps.

Art. 5.

La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée:

1° devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux;

2° devant la juridiction compétente du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, la juridiction compétente est celle du domicile du défendeur. Dans le cas d'abandon et dans le cas d'un changement de domicile opéré après que la cause de divorce ou de séparation est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente du dernier domicile commun. — Toutefois, la juridiction nationale est réservée dans la mesure où cette juridiction est seule compétente pour la demande en divorce ou en séparation de corps. La juridiction étrangère reste compétente pour un mariage qui ne peut donner lieu à une demande en divorce ou en séparation de corps devant la juridiction nationale compétente.

Art. 6.

Dans le cas où des époux ne sont pas autorisés à former une demande en divorce ou en séparation de corps dans le pays où ils sont domiciliés, ils peuvent néanmoins, l'un et l'autre, s'adresser à la juridiction compétente de ce pays, pour solliciter les mesures provisoires que prévoit sa législation en vue de la cessation de la vie en commun. Ces mesures seront maintenues, si, dans le délai d'un an, elles sont confirmées par la juridiction nationale; elles ne dureront pas plus longtemps que ne le permet la loi du domicile.

Art. 7.

Le divorce et la séparation de corps prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'article 5 seront reconnus partout, sous la condition que les clauses de la présente Convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

Seront reconnus également partout le divorce et la séparation de corps prononcés par une juridiction administrative, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation.

Art. 8.

Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

Art. 9.

La présente Convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des Etats contractants, si l'un des plaideurs au moins est ressortissant d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente Convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

Art. 10.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

Art. 12.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée.

La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs scéaux.

Fait à La Haye le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) F. POURTALÈS.

» DUNGS.

» KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

(L. S.) OKOLICSÁNY D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique:

(L. S.) C. DE GRELLE ROGIER.

» ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne:

(L. S.) CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France:

(L. S.) MONBEL.

» L. RENAULT.

Pour l'Italie:

(L. S.) TUGINI.

Pour le Luxembourg:

(L. S.) C. DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas:

(L. S.) BARON MELVIL DE LYNDEN.

» J. A. LOEFF.

» T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal:

(L. S.) CONDE DE SELIR.

Pour la Roumanie:

(L. S.) J. N. PAPINIU.

Pour la Suède:

(L. S.) C. DE WRANGEL.

Pour la Suisse:

(L. S.) F. KOCH I.^r

Visto: Il Presidente del Senato
CANONICO.

III.

Convention pour régier la tutelle des mineurs.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse:

Désirant établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND: MM. le comte De Pourtalès, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le docteur Hermann Dungs, Son conseiller intime de Régence, et le docteur Johannes Kriege, Son conseiller intime de légation;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE: M. Okolicsányi d'Okolicsna, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES: MM. le comte de Grelle Rogier, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Alfred van den Bulcke, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE: M. Carlos Crespi de Vallanza y Fortuny, Son chargé d'affaires intérimaire à La Haye;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE: MM. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE: M. Salvatore Tugini, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, DUC DE NASSAU: M. le comte De Villers, Son chargé d'affaires à Berlin;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS: MM. le baron R. Melvil de Lynden, Son ministre des affaires étrangères, J. A. Loeff, Son ministre de la justice, et T. M. C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé;

SA MAJESTÉ LE ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES, ETC., ETC.: M. le comte De Sélir, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE: M. Jean N. Papiniu, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET DE NORVÈGE, AU NOM DE LA SUÈDE: M. le comte Wrangel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE: M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération Suisse à Rotterdam;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

La tutelle d'un mineur est réglée par sa loi nationale.

Art. 2.

Si la loi nationale n'organise pas la tutelle dans le pays du mineur en vue du cas où celui-ci aurait sa résidence habituelle à l'étranger, l'agent diplomatique ou consulaire autorisé par l'Etat dont le mineur est le ressortissant pourra y pourvoir, conformément à la loi de cet Etat, si l'Etat de la résidence habituelle du mineur ne s'y oppose pas.

Art. 3.

Toutefois, la tutelle du mineur ayant sa résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas où si elle ne peut pas être constituée conformément aux dispositions de l'article 1^{er} ou de l'article 2.

Art. 4.

L'existence de la tutelle établie conformément à la disposition de l'article 3 n'empêche pas de constituer une nouvelle tutelle par l'application de l'article 1^{er} ou de l'article 2.

Il sera, le plus tôt possible, donné information de ce fait au Gouvernement de l'Etat où la tutelle a d'abord été organisée. Ce Gouvernement en informera, soit l'autorité qui aurait institué la tutelle, soit, si une telle autorité n'existe pas, le tuteur lui-même.

La législation de l'Etat où l'ancienne tutelle était organisée décide à quel moment cette tutelle cesse, dans le cas prévu par le présent article.

Art. 5.

Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

Art. 6.

L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation.

Cette règle peut recevoir exception quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

Art. 7.

En attendant l'organisation de la tutelle, ainsi que dans tous les cas d'urgence, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur étranger pourront être prises par les autorités locales.

Art. 8.

Les autorités d'un Etat sur le territoire duquel se trouvera un mineur étranger, dont il importera d'établir la tutelle, informeront de cette situation, dès qu'elle leur sera connue, les autorités de l'Etat dont le mineur est le ressortissant.

Les autorités ainsi informées feront connaître le plus tôt possible aux autorités qui auront donné l'avis, si la tutelle a été ou si elle sera établie.

Art. 9.

La présente Convention ne s'applique qu'à la tutelle des mineurs ressortissants d'un des Etats contractants, qui ont leur résidence habituelle sur le territoire d'un de ces Etats.

Toutefois les articles 7 et 8 de la présente Convention s'appliquent à tous les mineurs ressortissants des Etats contractants.

Art. 10.

La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11.

Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 12.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date, ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) F. POURTALÈS.

» DUNGS.

» KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

(L. S.) OKOLICSANYI 'D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique:

(L. S.) C. te DE GRELLE ROGIER.

» ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne:

(L. S.) CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France:

(L. S.) MONBEL.

» L. RENAULT.

Pour l'Italie:

(L. S.) TUGINI.

Pour le Luxembourg:

(L. S.) C. te DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas:

(L. S.) Baron MELVIL DE LYN-
DEN.

» J. A. LOEFF.

» T. M. C. ASSES.

Pour le Portugal:

(L. S.) Conde DE SÉLIR.

Pour le Roumanie:

(L. S.) J. N. PAPINIU.

Pour la Suède

(L. S.) C. te DE WRANGEL.

Pour la Suisse:

(L. S.) F. KOCH I.^r

Visto: *Il Presidente del Senato*
CANONICO.

PRESIDENTE. Pongo a partito l'arti-
colo 1.

(È approvato).

Art. 2.

Il Governo del Re pubblicherà, insieme
con le Convenzioni approvate con la pre-
sente legge, le traduzioni italiane di esse.

Lo pongo a partito.

(È approvato).

Questo disegno di legge sarà votato a
scrutinio segreto in una prossima seduta.

**Seguito della discussione sui bilanci del Fondo
per l'emigrazione.**

PRESIDENTE. L'ordine del giorno
reca: Seguito della discussione sui disegni
di legge: Assestamento degli stati di pre-
visione dell'entrata e della spesa del Fondo
per l'emigrazione per l'esercizio finanziario
1904-905. Stati di previsione dell'entrata e
della spesa del Fondo per l'emigrazione
per l'esercizio finanziario 1905-906.

Come la Camera ricorda, la discussione
generale è ancora aperta.

Ha facoltà di parlare l'onorevole San-
tini.

SANTINI. Onorevoli colleghi. Poi che
volge l'ora fresca del mattino, credo trarne
profitto in questo pseudo vuoto pneu-
matico per dire due parole intorno ad una
legge, che, veramente, per l'importanza sua
intrinseca, meriterebbe maggior concorso
di colleghi, tanto più che questa legge non
di singoli partiti, ma è opera di tutti, e pos-
siamo avere la coscienza di avervi ognuno
collaborato, dall'onorevole Luzzatti, che
troneggia sui banchi dell'estrema destra,
attraverso me, che sono un umile gregario
del centro, fino all'onorevole Pantano, che,

pure in molte cose unito all'onorevole Luz-
zatti, non credo ne divida tutte le idee
politiche, per quanto da un certo tempo
si veggano sempre in amoroso amplesso.
(*Si ride*).

LUZZATI LUIGI. È mio amico nelle
questioni sociali, che sono le sostanziali.

SANTINI. Ho detto bene. Ho reso lode
a questo amoroso amplesso sul terreno so-
ciale.

LUZZATI LUIGI. Ha fatto bene per-
chè è stato utile.

SANTINI. Ella modestamente non lo
vuol dire; Pantano lo dice più spesso di lei.

Dunque andiamo avanti. Se vi è legge
provvida, io credo sia proprio questa. È legge
che non è perfetta, come perfette non sono
le cose umane, è legge, che deve tendere alla
perfeffibilità, ed una relativa perfeffibilità
può anche attingere alla discussione feconda,
che noi possiamo portarvi.

Credo assolvere un onorevole debito nel-
l'intervenire in questo dibattito, non pure
per la piccola parte, che ho avuto a che
questa legge fosse votata dalla Camera, ma
anche perchè mi vi ha richiamato il di-
scorso, veramente studiato, dell'onorevole
Nitti, che mi dispiace non vedere pre-
sente in questo momento. Io volevo del mio
meglio industriarmi a persuadere l'onore-
vole Nitti che, tra le cose molto sagge dette
da lui, talune ve ne erano alla cui esplica-
zione io non mi sentirei di incoraggiare
l'opera del ministro degli affari esteri.

Mi riferisco alla proposta sua che l'azione
del Governo italiano si spieghi così che ai
nostri emigranti venga concesso il voto po-
litico nei paesi, ove si conducono a prestare
l'opera loro.

Ora io, che, con l'emigrazione ho una
certa consuetudine, perchè sono stato lun-
gamente oltre Oceano a contatto di questi
nostri bravi lavoratori, che onorano vera-
mente col loro modesto lavoro il nome ita-
liano, non solo per l'onestà loro, ma per
quella sobrietà, che li distingue, io temerei
arrekar del male a quella povera gente, se
mi unissi all'egregio collega Nitti nello spin-
gere il Governo ad un'azione diplomatica
intesa a far dare ai nostri emigrati il voto
politico. Noi commetteremmo un grande
errore e ci esporremmo a gravi conflitti con
le autorità dei paesi, dove i nostri emigranti
si avviano. (*Interruzione del deputato So-
limbergo*).

Scusi, onorevole Solimbergo; ella cono-
sce benissimo i paesi d'Oriente, e mi ricordo,

con piacere di averlo conosciuto stimato console generale di Costantinopoli. (*Interruzione del deputato Solimbergo*). Anche il Canada; va bene, ma la nostra emigrazione, più assai che al Canada, si avvia alle repubbliche del Sud America. Ora creda che tutti, che conosciamo il Sud America nelle sue istituzioni, nelle sue frequenti rivoluzioni, nei pronunziamenti, che sono all'ordine del giorno, non possiamo spingere il Governo sulla via che i nostri emigrati, abbiano il voto o, partecipino alla vita politica di quei paesi. Quelli italiani, che là chiamano *hijos del Pais*, se vi nascono da genitori italiani, sono già soggetti a soverchi guai.

Io ebbi la ventura di presenziare il sanguinoso conflitto tra il Chili ed il Perù, e la Bolivia nel 1879-80-81; e posso dire quante brighe diplomatiche noi abbiamo dovuto districare insieme ai rappresentanti diplomatici per questioni riferentesi ai connazionali nostri, che, pur non avendo il voto, erano sospettati di simpatizzare, se non di parteggiare per il Chili e per il Perù, e rammento sempre quante volte si sia dovuto intervenire con energica azione, con intimazioni, con *ultimatum* delle nostre navi da guerra a favore dei nostri danneggiati per il solo sospetto di aver comunque simpatizzato per l'uno o per l'altro belligerante. I quali, naturalmente, essendo uomini, non sottratti alle passioni, parteggiavano taluni per il Perù tali altri per il Chili; gli italiani residenti nel Perù, parteggiando per quel paese, e quelli residenti nel Chili parteggiando per il paese ove risiedevano, e quindi noi dovevamo portare il peso se questi nostri concittadini esorbitavano da quella neutralità, che loro imponeva. Avveniva, quindi, che le navi da guerra dovessero, non solamente definire queste vertenze, ma, anche verificare danni, per obbligare quelle autorità a rispettare i diritti lesi dei nostri connazionali.

Ora, se a questi nostri emigranti si desse il voto politico, molti guai maggiori a loro stessi ne deriverebbero. D'altra parte (e qui cade in acconcio di parlare della grande utilità e del grande aiuto, che le navi da guerra apprestano alla emigrazione) io credo che, se si istituisse un raffronto nelle spese per la marina da guerra tra le somme, assorbite dalle vere navi da battaglia e quelle, consumate dalle navi destinate oltre Oceano alla protezione degli emigranti, ed in genere delle persone e delle cose dei nostri, risulterebbero maggiori somme per queste, anziché per

quelle. E, poi che ho il piacere di veder presente il mio amico personale Cabrini, vorrei pregarlo di seguirmi in questo mio modesto ragionamento. Imperocchè, quando altra necessità non imponesse di avere una marineria da guerra numerosa e forte, la reclamerebbe l'emigrazione. Non passa mese in cui per la nostra emigrazione, vasta come è, e che si avvia sempre in paesi, in cui le violazioni dei diritti dei neutri sono all'ordine del giorno, il ministro degli affari esteri non sia sollecitato ad inviare delle navi da guerra ad imporne il rispetto. Rammento a questo proposito gli ultimi fatti del Venezuela. Da qui la necessità di avere una forte marina da guerra, non tanto per ragioni militari, quanto per ragioni di tutela dei nostri emigranti.

Io credo che i socialisti, i quali ad ogni modo non lo possono pretendere ad esser soli, che vi siamo efficacemente anche noi, ad interessarsi alle sorti degli operai, dovrebbero spingere il Ministero della marineria a tenere armate il maggior numero di navi, in quei luoghi, dove la protezione degli italiani è per tanta parte ad esse affidata.

Basta la presenza di una nave, che batta bandiera, onorata e rispettata, quale la nostra, perchè sieno messi all'ordine quei facili violatori di neutralità e di diritti altrui, che sono taluni presidenti delle Repubbliche del Centro e del Sud America.

CABRINI. Non tutti!

SANTINI. Quasi tutti; dei quali molti, anzi la maggior parte, sono clericali (*Commenti*). Veda, la Repubblica non è mica la libertà! (*Commenti*). Può essere anche il clericalismo.

Voci dall'estrema sinistra. No, no!

SANTINI. Come no? Ma se io conosco i primi repubblicani di Roma, che erano clericali; lo stesso attuale capo della massoneria fu clericale anche oltre il 1870.

Si può essere buoni repubblicani e buoni clericali nello stesso tempo! (*Commenti*).

PRESIDENTE. Vada avanti, onorevole Santini!

SANTINI. Un'altra questione alla quale, in questa contingenza, mi piace richiamare la benevole attenzione della Camera, è quella, che riguarda i noli dei bastimenti, che battono bandiera straniera ed autorizzati al trasporto dei nostri emigranti.

È convincimento, radicato in tutti, che la protezione dell'emigrante debba essere pronta, immediata, efficace, prima, durante e dopo il viaggio. Ma, a parer mio, non bi-

sogna esagerare la questione riguardo ai vettori. Io non mi farò certo loro paladino, riconoscendo che, se taluni hanno esorbitato, ve ne sono di meritevoli di stima, mentre vennero tutti presentati sotto una luce troppo sinistra.

La legge ha provveduto ottimamente, ma non bisogna dimenticare che questi vettori non sono tutti veri trafficanti di carne umana, ma sono parte vitale della importantissima classe degli armatori, classe, che paga onerose tasse all'erario, e contribuisce efficacemente a dar diretto lavoro a 136,502 persone ed indirettamente a 136,728, che diffondono nel mondo i commerci e le industrie dei nostri in lontane regioni.

Ma mi giova tornare alla questione più grave, dei bastimenti di bandiera straniera, adibiti al trasporto dei nostri emigranti. Nella nostra leggerezza, dirò così, o milanteria di crederci ricchi tanto da poter prodigare agli altri il pane, che scarseggia a noi, così che una grossa parte dei milioni, che potremmo e dovremmo conservare in casa nostra, abbiamo lasciato libera alla bandiera straniera.

Di recente un egregio e colto, e studiosissimo ispettore per l'emigrazione ha pubblicato un lavoro, dal quale risulta che nel solo trasporto degli emigranti, partiti dai porti del regno, la bandiera estera guadagnò in cinque anni, cioè dal 1899 al 1903, la cospicua somma di 100,240,000 lire contro 69,778,000 lire, acquisite alla bandiera nazionale. Sono, dunque, lire 100,000,000, delle quali, noi in cinque anni abbiamo fatto gettito agli stranieri. Naturalmente da noi in Italia questa bandiera estera ha i suoi difensori, come ha i denigratori quella nazionale, e si dice che i maggiori noli, guadagnati dalla bandiera estera, siano dovuti alla superiorità dei piroscafi esteri, sui quali l'emigrante viaggia molto meglio che sui lenti e scadenti piroscafi nazionali.

Ebbene, se ciò realmente fosse, nei viaggi di rimpatrio, prima d'intraprendere i quali l'emigrante, che rimpatria, si richiama alla mente come fu trattato nel viaggio di andata, i noli della bandiera estera dovrebbero superare più che mai quelli della bandiera nazionale. Invece nei viaggi di rimpatrio la bandiera nazionale ha il primato sulla estera, il che significa che, dopo tutto, i nostri emigranti ricevono miglior trattamento sui piroscafi nazionali anziché sugli stranieri. Sono cose raccolte da studi esattissimi, che ho controllato proprio alla stregua della matematica.

Dirò di più, con la nostra esagerata teoria diamo noi alla marina estera un largo annuo contributo di parecchi milioni, dei quali, poi, essi si valgono per crearsi a nostre spese, specie per i servizi logistici, una efficace flotta ausiliaria, della quale noi, malgrado la considerevole estensione delle coste italiane siamo completamente sprovvisti.

E vi dirò come. Io mi domando una cosa, se agli occhi delle nazioni ragionevoli noi si faccia la figura di gente, che leggermente ragiona, perchè bisogna essere uomini che ragionano alla leggera per proseguire in un sistema, che si concreta nel regalare milioni, di cui avremmo gran bisogno in casa, e per di più regalarli onde più agevolmente siano aumentati e perfezionati mezzi di offesa e di difesa marittima, che una volta o l'altra potrebbero anche essere rivolti contro di noi, perchè l'aumento di questi noli ai bastimenti stranieri favorisce lo sviluppo della flotta ausiliaria estera, che in tempo di guerra diventano incrociatori ausiliari potenti.

Che l'Italia sia per la marineria delle altre nazioni, dicendola con un motto popolare, una specie di mucca da mungere, dimostrano continuamente i fatti, ma io ne indicherò solo uno, perchè lo credo veramente di un grande interesse. Il Governo francese, preoccupato della necessità di creare nel suo naviglio mercantile una potente flotta ausiliaria, faceva approvare dal Parlamento e promulgava verso il 1902 una nuova legge per premi di navigazione: frattanto nella primavera del 1902 la Compagnia *Cyprien Fabre* di Marsiglia metteva in mare un nuovo piroscafo di 5358 tonnellate lorde, al quale impose il nome di *Roma*.

Alla Compagnia, che intendeva intraprendere altre costruzioni, premeva adibire subito il piroscafo ad un servizio, che le desse sicurezza di noli certi; chiese perciò ed ottenne dal suo Governo l'autorizzazione di noleggiarlo all'estero: difatti, dato a nolo al vettore italiano La Patria, il *Roma* iniziò il suo servizio nel maggio 1902, trasportando emigranti da Napoli a Nuova York, ed introitando per ogni viaggio, oltre al prezzo del noleggio, ben 69,573 lire per solo premio di navigazione.

La compagnia *Fabre*, straniera naturalmente, oltre al premio annuale guadagnato in Italia ed i più elevati premi di navigazione corrisposti dal suo Governo, fece poi poco dopo scendere in mare un altro piroscafo, simile al *Roma* e, siccome

ciò che avvenne per la compagnia *Fabre*, accade per le due potenti compagnie francesi, *Transatlantica* e *Trasporti marittimi*, ambedue autorizzate a trasportare emigranti italiani, ecco i danari italiani contribuire in larga misura alla costituzione della flotta ausiliaria francese. E ciò, che riguarda la Francia, può ripetersi per la Germania, che molti bastimenti ha adibito ai trasporti dei nostri emigranti, e per l'Inghilterra.

E qui, svolgendola brevemente, non posso sottrarmi alla questione del servizio sanitario dell'emigrazione; e ne traggio ragione di compiacermi, senza far torto ai predecessori, che oggi il Commissariato della emigrazione abbia alla sua testa un uomo di gran valore, di consumata pratica, di purissima rettitudine, quale è il contrammiraglio Reynaudi, che francamente mi spiace un giorno sentire accusare dal collega Bissolati, certamente perchè non lo conosceva, e mi spiace anche più che mi dovessi levare io a difenderlo, mentre il ministro della marina si tenne le mani conserte al petto e non ebbe una parola in difesa del suo collega. (*Interruzione dell'onorevole ministro degli affari esteri*).

Ella, me ne rammento con piacere, lo difese, ma il suo collega della marina non se ne curò.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Dipende da me.

SANTINI. Ella lo difese e lo avrei detto subito, se ella non mi avesse interrotto; ma il suo collega della marina, lo ripeto, tenne le mani conserte al petto e non lesse alcun discorso in difesa del suo ammiraglio. (*ilarità*).

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Dipende da me; i commissari sono alla mia dipendenza.

SANTINI. Dipende da lei; ma, non essendo tuttora l'ammiraglio Reynaudi in posizione ausiliaria, dipende anche dall'onorevole Mirabello, ministro della marina, che giammai si risente contro i socialisti che, alla loro volta, sono stati sempre, e sempre sono, molto benevoli con lui.

Ma procediamo in fretta.

La questione del servizio sanitario s'impone. Taluno patrocina che al servizio dell'emigrazione si adibiscano dei medici civili. Io non voglio far torto a questi egregi colleghi miei, ma creda pure la Camera che qualora questo servizio fosse sottratto ai medici della marina, i medici civili, dopo qualche anno, non sarebbero più regi com-

missari, ma diverrebbero i medici delle Compagnie.

E chi muove questa guerriglia all'istituzione dei medici di marina al servizio dell'emigrazione? Sono specialmente gli armatori stranieri, i quali tollerano molto a malincuore che i medici della marina italiana facciano dei rapporti al Ministero, in seguito ai quali spesso non si accorda più loro il trasporto degli emigranti.

Io, quindi, non posso che dar lode al ministro degli affari esteri, il quale ci ha esplicitamente dichiarato che il Governo non intende in modo alcuno rinunciare al servizio dei medici della marina per l'emigrazione, ma che si costituirà un corpo più vasto, onde ovviare che, come oggi spesso succede che, contro la legge, le navi, trasportanti emigranti, non abbiano il medico a bordo, ed io rimasi, non so se più sorpreso od addolorato, quando il ministro della marina venne a dire qui che i tenenti di vascello possono perfettamente adibirsi alle funzioni di medico. (*Mormorio*). Sì, lo disse da quel banco. Ho buona memoria.

Il Mirabello disse proprio che non era poi un gran male se non vi erano medici di marina disponibili per il servizio di emigrazione; chè i tenenti di vascello avevano prestato ottimi servizi igienici, e che egli era stato ammirato dei rapporti che aveva ricevuto da questi egregi ufficiali non medici.

Ma i tenenti di vascello avranno potuto riferire non so... su i monsoni, sugli alisei, sull'andamento della nave; ma che cosa potevano dire intorno all'igiene? Forse che l'igiene è una scienza che s'impara leggendo giornali? Ma essa è la base forse di tutta la medicina, verità, che non rimane, davvero, infirmata dal pensiero in contrario dell'onorevole Mirabello.

Quindi io non posso che lodare il ministro degli affari esteri il quale recisamente vuole che il servizio igienico della emigrazione rimanga affidato ai medici della marina. Ed io, che doloro di non aver più l'onore di appartenere a quel Corpo, traggio sempre ragione di compiacenza e di orgoglio all'udire quanti hanno avuto contatto con medici di marina, anche su i piroscafi mercantili (e parlo anche dei miei colleghi che si recarono a Saint Louis) avere soltanto parole di altissima lode per il servizio, che essi prestano. Essi compiono un lavoro improbo, fino ad essere adibiti nel corso di un anno a sette o otto viaggi in America, così che l'onorevole ministro degli esteri ben a ra-

gione qui rammentasse come un medico, che sbarca oggi, dopo due o tre giorni deve rimbarcarsi. Vedete quanta energia debbono consumare questi benemeriti funzionari!

PRESIDENTE. Ella ha già sostenuto questo in altre occasioni. Non diamo tanta larghezza a tutti gli argomenti. Siamo al 26 giugno! Un poco di riguardo anche alla Camera!

SANTINI. Codesti riguardi non infrmano il mio diritto.

PRESIDENTE. Andando avanti così, resterò qui solo con i bilanci non approvati.

SANTINI. Ma è un argomento, che a me piace di trattare; senza dire che è della massima importanza.

PRESIDENTE. Ma lo ha trattato altre volte! La prego di tenersi conciso. Ella ha già lodato altre volte i medici militari.

SANTINI. Nulla mi vieta di far gli elogi di quel benemerito Corpo. Ad ogni modo terrò conto dei suoi desideri, ma mi consenta di parlare di una delle poche cose, che conosco. Restringerò il mio dire.

Accedendo dunque al desiderio dell'onorevole presidente, che mi richiama ad una parsimonia maggiore in questo mio modesto discorso, non posso chiudere queste poche osservazioni, senza intrattenermi brevissimamente sul discorso del mio amico personale, onorevole Cabrini, il quale porta nella discussione una temperanza, veramente simpatica, ma che naturalmente, come tutti noi, si fa trasportare dalla passione di parte, da preconcetti, da pregiudizi.

Veramente, dopo che il ministro degli esteri mise le cose nella sua vera luce, riguardo a monsignor Bonomelli, io potrei tacermi. Ma io vorrei che l'onorevole Cabrini ed i suoi amici volessero un poco di bene a questo monsignor Bonomelli, anche per le sue origini democratiche, perchè è un figlio del popolo, anch'egli.

Quando l'anno scorso io sollecitai l'onore di conoscere personalmente questo illustre patriota italiano e piissimo ministro di Dio, che conoscevo solamente di nome per le sue pregevolissime pubblicazioni, per le sue benemerenze patriottiche e religiose, e per corrispondenza epistolare l'illustre prelado mi scrisse lo andassi a trovare nel suo natio paesello di Nigolino, « in questa terra, egli mi scriveva, che io, da fanciullo, ho lavorato insieme a mio padre. Ciò dovrebbe presentarlo a loro sotto luce

simpatica. (*Accennando ai deputati dell'estrema sinistra*).

Ma veda, onorevole Cabrini, se ella conoscesse tutta la letteratura sulla emigrazione, di monsignor Bonomelli, ella vedrebbe come da quest'anima di sacerdote sgorgi sempre il sentimento patriottico, nelle forme più squisite. È un uomo, che alla sua tarda età (ha varcato i 70 anni) viaggia continuamente a pro degli emigranti. E non è vero che compia opera confessionale. Monsignor Bonomelli accoglie tutti ed a niuno ha mai dimandato il passaporto dell'opinione politica, o religiosa. Anche di recente ha istituito presso il Sempione un ricovero, aperto a tutti gli operai italiani. E gli stessi operai socialisti sono tornati edificati dell'opera del Bonomelli. È una delle poche cose buone, che abbiamo fatto. Perchè dissentire in questo campo, mentre tendiamo tutti allo stesso scopo di provvedere i nostri emigranti di una vera protezione? E questa vien pure da un prelado, il quale ha sempre saputo genialmente, proficuamente disporre il sentimento di Dio agli alti ideali della patria, che è un esempio di virtù, che dà tutto quello che ha, ai poveri, che soffre l'indigenza per fare la carità; o perchè onorevole Cabrini, anche da loro per questo italiano (perchè è un vero italiano) non deve partire un suffragio di approvazione?

Io spero che l'onorevole Cabrini, uomo mite e temperato e che con amore si interesserà per i nostri operai...

PRESIDENTE. Un'altra lode!

SANTINI. Un'altra lode! Ebbene, devo dir male di lui? Io parlo di cose molto serie.

PRESIDENTE. Serissime; ma l'onorevole Cabrini ne era già persuaso.

SANTINI. Veramente non credo ne fosse persuaso, perchè ha parlato prima in senso contrario. Però, siccome l'onorevole presidente dichiara ora che l'onorevole Cabrini è persuaso della mia tesi, prendo atto della competente ed autorevolissima dichiarazione del presidente... (*Viva ilarità*) e mi avvio al fine, pregando ancora il presidente di volermi scusare, tanto più che so di essere un suo beniamino (*Viva ilarità*), e ne abuso.

E conchiudo augurandomi che l'onorevole Cabrini (e spero che il presidente mi darà lode di questa mia conclusione) facendo atto di resipiscenza, ed apprezzando il lavoro, che questo nostro connazionale, monsignor Bonomelli, presta col suo animo religioso e patriottico agli operai, che tutti vogliamo proteggere, verrà qui a dire: la

nostra opera deve giovare agli operai; associamola a quella di monsignor Bonomelli. (*Approvazioni*).

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Pantano.

SANTINI. Pantano mi vendica, adesso! (*Viva ilarità*).

PANTANO. Colgo a volo l'osservazione del collega Santini per fare una dichiarazione preliminare.

Il nostro presidente ha perfettamente ragione quando, incalzato dall'ora e dallo scorcio della sessione, vuol mettere la sua responsabilità al coperto perchè i lavori parlamentari siano compiuti. Ma, alla nostra volta, parliamoci ora con tutta franchezza.

È uno spettacolo veramente doloroso il vedere come si svolgono le discussioni che riguardano il funzionamento di una legge, come quella sulla emigrazione, che affannò per lunghi anni il Parlamento e il cui trionfo fu dovuto al concorso e alla cooperazione unanime di tutti gli uomini di buona volontà.

È da vari anni che assistiamo allo spettacolo di vedere il bilancio del Fondo per l'emigrazione portato in discussione, all'ultima ora, senza essere nè profondamente e nemmeno sufficientemente esaminato. E scusi l'onorevole ministro degli esteri se io parlo un linguaggio rude, ma la mia rudezza forse rivela molto più affetto e deferenza verso di lui di quello che non potrebbero dimostrare delle parole equivoche.

Ma perchè, mentre l'opinione pubblica si appassiona tanto intorno a questo problema, non si è sentita la necessità di portare alla Camera prima d'ora il bilancio dell'emigrazione? Per la semplice ragione che da un canto [il Governo] non ha insistito, e dall'altro abbiamo avuto la relazione del Commissariato appena ora, al momento di cominciare la discussione; mentre poi, e ciò sia detto senza offesa per i colleghi della Commissione di vigilanza, manca ancora la relazione di questa Commissione, e noi ora dovremmo discutere di cifre...

DE AMICIS. Faccia tutti gli appunti che vuole. Creda che vi è qui chi potrà rispondere sulle cifre.

PANTANO. Ed io li sto facendo, appunto per il piacere di una risposta.

Dunque noi siamo dolenti che la relazione del Commissariato sia venuta troppo tardi; e che quella della Commissione di vigilanza non sia venuta ancora, mentre già si discute. E poi questi fenomeni sono

gli indici di una situazione che io oserei dire morbosa.

L'anno passato si presentò un progetto di organico per il Commissariato dell'emigrazione, reclamato dalle più elementari ed urgenti necessità del servizio. Orbene, quell'organico ancora non è stato ripresentato nonostante che sia stato richiesto da mille parti.

Esso fu reclamato dalla Corte dei conti che registrò con riserva il regolamento per la parte riguardante il personale. Allora le Giunte della Camera e del Senato ritenendo che le osservazioni della Corte dei conti erano fondate richiesero che si provvedesse con uno speciale organico; e il Governo promise di provvedere. Posteriormente due ministri degli esteri, l'onorevole Prinetti e l'onorevole Tittoni, rispondendo ad apposite interpellanze, promisero ripetutamente di presentare l'organico reclamato formalmente dal Consiglio dell'emigrazione, dalle Commissioni parlamentari, di vigilanza, dalla Giunta del bilancio, dal commissario generale in pieno Consiglio dell'emigrazione. E vi è di più. Nella relazione testè presentata dal ministro Tittoni, egli annunciava come presentato fino dall'8 giugno il progetto di organico mentre che finoggi questo progetto non è stato presentato. E anzi l'onorevole ministro nel suo discorso dichiarò che non lo avrebbe presentato per ora, ma in seguito.

Ora, io domando, perchè questa lunga ed inesplicabile remora? A me basta avere enumerato i fatti per richiamare su di essi l'attenzione della Camera e perchè si sappia che tutta la responsabilità morale dell'indugio spetta al Ministero.

L'organico s'impone specialmente in quest'ora, in cui da più parti è segnalato il pericolo della decadenza del Commissariato, il quale appunto perciò deve rinsanguarsi con una robusta organizzazione.

E qui prendo occasione dalle parole dette dall'onorevole Santini all'indirizzo del nuovo commissario generale, per augurare a quest'uomo egregio-animato della migliore volontà, animo retto e pieno del desiderio del bene - che possa con la sua azione rispondere alle legittime aspettative del Governo e del Parlamento.

Ma giacchè parlo dell'organizzazione dei servizi di emigrazione non posso tacere di un altro fatto. Il Consiglio dell'emigrazione per un anno intero non fu convocato e ciò forse per l'avversione suscitata da alcune nuove nomine nel Consiglio nel quale l'ono-

revole ministro ha voluto farmi l'onore e darmi l'onore di aiutare l'onorevole Luzzatti nella presidenza, (del che io lo ringrazio e veda che lo pago con la buona moneta di franchezza, che è la migliore delle riconoscenze). Ma non solo il Consiglio dell'emigrazione non fu per lungo tempo convocato, ma i deliberati di esso furono in parte messi a dormire, fra cui molto importanti quelli relativi a talune riforme della legge. E forse molte delle critiche che sono state fatte da questi banchi non sarebbero sorte se fossero state portate dinanzi al Parlamento le riforme alla legge studiate e proposte dal Consiglio di emigrazione.

Ora, di fronte a questa condizione di cose prego il ministro di dire una franca parola, per saperci regolare o anche ritirarci dal Consiglio se acquistassimo la dolorosa convinzione dell'impotenza nostra a rimediare a questo stato di cose. Detto così della critica, direi quasi complessiva della situazione che assolutamente merita di essere corretta, io passo rapidamente ad esaminare alcune critiche che furono fatte dagli altri oratori alla legge e al suo funzionamento.

L'onorevole Nitti, che anche a me spiace di non vedere presente, cominciò con una critica di carattere generale alla legge, e disse che noi abbiamo messo troppi vincoli e troppe disposizioni regolamentari: mentre i nostri emigranti non hanno bisogno di tutela. Ora ciò non è esatto. Purtroppo gran parte degli emigranti nostri è in condizioni tali d'ignoranza che ha bisogno di tutela e di protezione: e tutto ciò è nella coscienza universale. L'esercito degli sfruttatori che vivevano in maggior numero prima, e che vivono ancora alle spalle dell'emigrazione è tale, che non è sufficiente lo stesso occhio vigile dello Stato per impedire tutte le truffe e tutti gli sfruttamenti.

E andiamo avanti nell'esame delle critiche mosse; e qui le vengo in aiuto, onorevole ministro. La questione dei noli è stata messa avanti come una riprova della bancarotta della legge sull'emigrazione. Si è detto anzi che mentre i noli erano prima dell'attuazione della legge, a un basso livello, si sono dopo enormemente rialzati. Ora si potrebbe osservare e lo disse l'onorevole ministro che dalla fine del 1904 qualche riduzione (che è ora necessario consolidare ed estendere) venne portata; e fu bene perchè l'aumento dei noli più che risolversi in un beneficio della marina, attualmente

avvantaggia gli intermediari, veri elementi parassitarii.

Ma non bisogna esagerare, nè far confronti coi noli praticati in periodi di guerra di tariffe, quando per esempio per Nuova York discesero a lire 75.

La verità è che, in periodi normali, i noli per New York variavano da 120 a 150 lire. Ora variano, è vero, da 150 a 190 lire. Ma oltre che dei maggiori aggravii imposti ai vettori, bisogna tener conto che la qualità dei piroscafi è migliorata, le velocità sono aumentate, e ciò importa un maggiore costo dei trasporti. Inoltre la domanda dei passeggeri di terza classe è straordinariamente accresciuta.

Tuttavia non è dubbio che i noli sono alti e vanno ridotti, con mano prudente ma ferma spezzando per quanto è possibile la solidarietà degli'interessi coalizzati ad impedirne la giusta falciatura.

Ma si deve riconoscere onestamente che, senza questo freno della determinazione dei noli da parte del Governo, essi, nel periodo di maggiore affluenza di emigranti, si sarebbero elevati molto di più.

Infatti chi impedisce ora la concorrenza fra i vettori? Noi abbiamo determinato soltanto i noli massimi.

E invece le riduzioni non sono state apportate, e il nolo di Stato ha evitato, come risultato effettivo, un maggiore rialzo dei noli. Da ciò l'ira terribile, la campagna demolitrice fatta da tutti gli armatori e noleggiatori contro l'articolo 14 che determina il nolo di Stato. Senza di ciò, perchè dovrebbe protestare questa gente?

L'onorevole Nitti accennò ad un'altra questione piccola, ma interessante: cioè quella dei biglietti prepagati che i parenti dei nostri emigranti mandano a questi dall'America.

Orbene, egli dice, perchè avete limitato il commercio di tali biglietti che servivano a determinare l'equilibrio nel mercato dei noli?

Ora io debbo osservare che la legge e il regolamento a proposito dei prepagati stabiliscono una sola limitazione e cioè che i vettori hanno obbligo d'imbarcare i portatori di biglietti prepagati in un tempo determinato. E fu provvedimento salutare perchè si procedeva con un'iniquità incredibile: coloro i quali avevano avuto, già da alcuni mesi, pagato il biglietto a Nuova York, dovevano mendicare di potersi imbarcare; mentre coloro che pagavano i biglietti in Italia, venivano imbarcati subito.

Vi sono stati carichi di emigranti che, da otto mesi, avevano il biglietto pagato, ed avevano aspettato indarno di potersi imbarcare. Allora fu necessario d'imporre che questi biglietti prepagati (sui quali corrono anche interessi di denaro, per somme non indifferenti, trattandosi di centinaia di migliaia di lire) avessero un regolare corso, senza lunghe e grandi remore.

Anche il divieto di estendere i ribassi ad una porzione degli emigranti, è questione gravissima. Ma è giusto, è onesto, che un vettore taglieggi una parte degli emigranti, e poi ad un'altra parte faccia delle larghezze? Un certo sentimento di equità tutelatrice non deve ispirare il commercio? Ed allora, che cosa abbiamo fatto noi? Abbiamo stabilito il principio generale del nolo unico, ma — prevedendo il caso che, all'ultimo momento, il vapore che ha posti disponibili possa darli a buon mercato, e giova in tal caso farli usufruire a chi ne ha bisogno — abbiamo stabilito col regolamento, che (quando l'ispettore locale di porto lo riconosca opportuno) si diano permessi speciali di partenza, a prezzo ridotto. E il Consiglio dell'emigrazione ha proposto modificazioni affinché questa facoltà sia allargata ancora.

Ed ora alla parte più impressionante: agli agenti di emigrazione, a questi sfruttatori degli emigranti.

L'onorevole Nitti ha detto: credevate di attenuare il numero di questi intermediari, ed invece siete venuti ad aumentarli. La nuova legge li ha aumentati; e quindi, anche qui, ha fatto bancarotta.

Anche questo non è esatto. Senza dubbio, l'opera loro, ora come allora, non, è lodevole, nel modo con cui si esplica; ma il numero di essi non è raddoppiato, come dice l'onorevole Nitti. Tuttaltro!

Non bisogna dimenticare come stavano le cose con la vecchia legge: era richiesto il contratto di emigrazione, contratto di carattere illogico ed incivile che rendeva effimere le responsabilità che venivano palleggiate fra vettori ed agenti. La nuova legge intese a mettere in rapporto giuridico diretto vettori ed emigranti. Ciò ha avuto salutari effetti: sono più di cento mila lire pagate agli emigranti, dai vettori, per casi di colpa, per mezzo del Commissariato.

Ma la legge non poteva mutare i rapporti economici, come si erano formati, per ragioni complesse. E purtroppo l'intermediario dei trasporti, si chiama agente o

rappresentante, è reso necessario dalla ignoranza degli emigranti.

Deve però studiarsi come sopprimere l'intermediario e la Commissione reale dei servizi marittimi ha concretato talune disposizioni che gioveranno a questo fine e che io spero troveranno il consentimento della Camera, quando saranno portate innanzi a essa. E la possibilità del biglietto cumulativo tra la terra e il mare, è una cosa della quale si avvantaggerà in modo speciale la bandiera nazionale, mentre nel tempo stesso, emanciperà l'emigrante dallo sfruttamento degli intermediari.

E passando al numero di questi intermediari, è utile premettere che non si possono fare confronti esatti, perchè mancano dati statistici seri per il periodo anteriore alla legge. Si diceva allora che gli agenti erano circa dieci mila in cifra tonda; ma sapevasi che la vigilanza era meno rigorosa e che molti agivano senza essere autorizzati. Oggi sono 8354, quindi sarebbero diminuiti, anzichè aumentati. Ma sono troppi, ne convengo, e deve provvedersi come sopra si è accennato.

È confortevole però che si sia operata una notevole epurazione. Fra circa venti mila persone preposte a questo ufficio ne sono rimaste scartate undici mila.

Passiamo ora dagli agenti alle navi. Questa è questione molto più grave e complessa e che seriamente interessa di mettere in chiaro, perchè l'ultima discussione non solo mi ha impensierito ma, come dissi all'onorevole Nitti, mi ha anche vivamente addolorato.

Gli onorevoli Nitti e Fiamberti sono della opinione di togliere ogni limite alla velocità delle navi, lasciando che queste abbiano una velocità anche al disotto di dieci miglia, se occorre; e sostengono che la minore velocità della nave, determinando un migliore buon mercato nel prezzo e allungando la durata del viaggio, si risolve in beneficio per l'emigrante, il quale sta cinque o dieci giorni di più a bordo, mangiando meglio che a casa sua (o non mangiando, perchè spesso al contadino fa più buon sangue un piatto di minestra nella campagna, che certe brode apprestate a bordo e poi anche rovesciate). E consigliano quindi nell'interesse degli emigranti di togliere il limite minimo della velocità.

Ora è da sperare che nè la Camera, nè il Governo accetteranno tali proposte che costituirebbero un vero e forte regresso. La velocità è una dei requisiti essenziali

che devono avere i piroscafi degli emigranti, sia per i vantaggi che essa porta, sia perchè è indice della bontà del trasporto.

I vantaggi diretti, sono di ordine vario e si attengono così a ragioni di indole economica, come d'indole igienica. I nostri emigranti (che in parte emigrano per professione) sanno troppo bene che ogni giornata di più a bordo è una giornata di salario perduto ed essi su questi salari calcolano non solo per il mantenimento, ma anche per il risparmio.

E ne volete una prova? I nostri emigranti prendono la linea dell'Havre, numerosissimi, perchè i vapori della *Transatlantique* li portano più rapidamente in America, che non imbarcandosi in Italia. Ma vi sono motivi più gravi di indole igienica. È risaputo che le condizioni igieniche nel trasporto dei passeggeri peggiorano col prolungarsi della durata della traversata; ed il peggioramento procede in ragione geometrica. Ciò è affermato dai più competenti igienisti ed è confermato anche dalle statistiche unite in allegato alla mia relazione sull'emigrazione del 1900; statistiche precise che provano come la mortalità a bordo cresca in ragione inversa alla velocità delle navi. Inoltre è di intuitiva evidenza che i pericoli della traversata aumentano col prolungarsi della permanenza a bordo.

Se tutte queste ragioni non bastassero, ne aggiungo ancora una ed è la più valida: la velocità bassa è un indice certo che i piroscafi sono antichi e di qualità scadente, e ve ne do la prova desumendola dalle stesse navi che presentemente fanno il servizio di emigrazione. Noi purtroppo abbiamo ancora 16 piroscafi con velocità da 10 a 11 miglia, di cui otto esteri ed otto nazionali; e questi piroscafi sono anche i più vecchi e quelli di più scarso tonnellaggio, quelli che è doveroso togliere dalle linee, se si hanno veramente in mira gli interessi degli emigranti, anzichè quelli dei vettori. Sono anche in gran parte piroscafi adattati al trasporto degli emigranti alla meno peggio. E in nessun paese d'Europa piroscafi simili sono ammessi al trasporto degli emigranti. Ed è addirittura inconcepibile come si domandi che carcasse ancora peggiori di queste siano ammesse di preferenza a questo servizio.

Di questi sedici piroscafi otto contano un'età almeno di venti anni, sei da dieci a venti e soltanto due hanno meno di dieci anni. Tutti poi hanno un tonnellaggio assai

mediocre: nove non arrivano a tre mila tonnellate e ciò vuol dire che sono esposti più facilmente all'infuriare delle onde e che specialmente i secondi corridoi sono vere tombe di viventi.

Nè sono preferiti dagli emigranti, come erroneamente disse l'onorevole Nitti. Per provare ciò potrei limitarmi a ricordare quanto sopra ho detto circa la preferenza data alla linea dell'Havre. Ma mi piace, a conferma di quanto dico, leggere una pagina di un notevole rapporto che il Commissariato ha sottoposto in questi giorni al Consiglio dell'emigrazione appunto per domandare la radiazione di molte di queste vecchie carcasse dal ruolo. Parlando di una di queste il medico militare di marina, in questo caso veramente benemerito, così si esprime:

« Le varie installazioni fatte successivamente per adibirlo al servizio di emigrazione danno l'impressione come di un adattamento forzato. In una parola esse sono fatte per rispondere letteralmente alle condizioni prescritte ma non ai sani criteri igienici che animano lo spirito della legge.

« Il solo principio che militerebbe in favore della conservazione dei piroscafi di questo tipo nel servizio di emigrazione è quello che riguarda il risparmio che l'emigrante realizza sul biglietto. Ma a che giova una piccola economia di circa trenta lire quando essa è fatta a scapito della brevità del viaggio e porta con sè maggiori sofferenze?

« Se si pensa che il numero e l'entità delle malattie a cui gli emigranti vanno soggetti nei viaggi transoceanici cresce in proporzione geometrica della lunghezza del viaggio ed è inversamente proporzionale alle condizioni igieniche dell'ambiente di bordo, si ha ragione per concludere che l'argomento dell'economia di fronte a queste ragioni non dovrebbe avere alcun peso.

« Considerando poi la questione nella sua essenza intima si può agevolmente constatare che l'economia è semplicemente illusoria e di fatto non esiste giacchè l'emigrante costretto a stare 5-7 giorni di più sul mare perde altrettante giornate di lavoro e spende corrispettivamente una parte maggiore delle sue economie per soddisfare quotidianamente le piccole personali esigenze.

« Da qualsiasi lato dunque si consideri la questione è più vantaggioso per l'emigrante il viaggio celere anzichè il lento fatto anche con notevole risparmio. E molti durante la traversata si accorgono e si pen-

tono dell'errore commesso talvolta inconsciamente ».

CABRINI. Questo i medici ordinari non lo dicevano. (*Commenti*).

PANTANO. Un medico non militare non lo diceva perchè il medico non militare era agli ordini dell'armatore. (*Benissimo!*) E noi abbiamo sentito in un'inchiesta sui poveri emigranti che questi nelle loro sofferenze si raccomandavano più che alla pietà del medico privo di ogni autorità, a quella del capitano del bastimento. (*Interruzioni — Commenti*).

LUZZATTI LUIGI. Ed è per questo che vogliamo i medici di marina e non di un corpo speciale.

PANTANO. Siamo d'accordo. Dunque io diceva che questi piroscafi poco veloci non sono preferiti dagli emigranti; e appunto perciò i vettori pagano per essi le più alte provvigioni. E si capisce. L'armatore, per fare adoprare le sue vecchie carcasse, paga grandi provvigioni, e gli emigranti, che si imbarcano su di esse, non ci vanno perchè le preferiscano, ma perchè sono più facilmente abbindolati dagli speculatori.

Inoltre, dopo l'attuazione della legge si sono introdotte navi di velocità sempre più elevata: e ciò è una riprova evidente di quanto ho detto. Ma volete un giudizio autorevole? Vi leggerò un solo periodo di un lavoro pubblicato dal dottor Montano egregio tenente-colonnello della Regia Marina, e vedo con piacere che l'onorevole Santini si unisce a me negli elogi che merita questo valente ufficiale.

In questo lavoro fatto sulla statistica degli emigranti curati a bordo durante l'anno 1903, parlando appunto della velocità, egli si esprime così:

« In generale i trasporti che disimpegnano il servizio della emigrazione sono di costruzione relativamente antica e, malgrado tutte le riparazioni, portano con sé il tarlo roditore della vecchiaia che rende inutili tutte le riparazioni e tutte le raddobature. Certo col regolamento alla mano nulla si può trovare a ridire circa le installazioni, l'aerazione e l'illuminazione, ma dopo i primi giorni di navigazione, quando i boccaporti debbono in parte restar chiusi perchè gli spruzzi del mare un po' al di fuori del normale cacciano gli emigranti in coperta, allora si constata che le condizioni igieniche dei corridoi sono tutt'altro che lodevoli ». E non aggiungo altro.

Del resto oggi, come io già diceva, non si costruiscono più vapori a piccola velo-

cià tranne che dei *cargo-boats* per la marina mercantile e quindi, anche volendo adoprarne, non si può ricorrere che al vecchio marciume, vergogna del commercio e della vita moderna.

Sono lieto del resto di poter dire che il Consiglio dell'emigrazione non più tardi di ieri, sotto la presidenza dell'onorevole Luzzatti, ad unanimità ha radiato alcune di queste vecchie carcasse, e che lo stesso Consiglio ha già emesso il voto che sia aumentata la velocità ad almeno dodici miglia...

SANTINI. Velocità minima.

PANTANO. Velocità minima s'intende.

L'onorevole Nitti faceva una osservazione impressionante; diceva cioè che la velocità media delle navi del Norddeutscher Lloyd e della Hamburg Amerik Line è diminuita negli ultimi anni. Ma ciò dipende dal fatto non che esse si servano di vecchie carcasse, ma da ciò che negli ultimi anni esse non hanno costruito navi celerissime, ma soltanto celeri, sempre però molto al disopra della velocità di tredici nodi. È dunque una questione che non ha nessun rapporto con la nostra.

L'azione del Commissariato deve dunque svolgersi in armonia a tutti i bisogni della marina mercantile italiana, perchè noi non dobbiamo considerare il fenomeno dell'emigrazione come isolato, ma in connessione con tutte le altre manifestazioni della vita economica del paese.

L'onorevole Santini ha messo il dito sulla piaga parlando della preferenza da darsi possibilmente alla marina italiana mentre la bandiera estera assorbe tanta parte dei noli. Veramente il fatto è che la marina estera, per l'abbondanza del suo materiale e per la celerità dei suoi trasporti, ha colmato la nostra deficienza e sia per una condizione, sia per l'altra, è padrona di gran parte della situazione.

Il vecchio concetto di cercar di affidare alla bandiera nazionale questo cespite così lucroso, che fece capolino in tutte le discussioni e trovò un ostacolo in parte nei trattati di commercio che consentono eguale trattamento alla bandiera estera, fu propugnato anche dall'onorevole Nitti; ma egli ha pur detto che da un anno a questa parte un tal sogno innanzi all'esperienza è per lui completamente svanito, tanto che all'entusiasmo è susseguito nell'animo suo lo scetticismo.

Ma io vorrei domandare all'onorevole Nitti, se fosse presente: quali sono le ragioni di questo sconforto? Benchè acerbo

ed eterno critico delle nostre Compagnie, debbo convenire che per opera loro i trasporti dei nostri emigranti sono ora in crescita rispetto alla bandiera estera. E noto inoltre che anche in riguardo al materiale la bandiera italiana progredisce.

In quest'anno si sono varati quattro piroscafi per emigranti di cinque mila tonnellate ciascuno a doppia elica e veloci; se ne sono impostati una dozzina eccellenti a tredici, quattordici e quindici miglia di velocità; si sono inoltre preparati gli studi per altri piroscafi di tonnellaggio molto maggiore e di velocità molto superiore, che saranno messi in cantiere quando si sarà sentita l'ultima parola della Commissione per il riordinamento dei servizi marittimi. Vi è dunque un progressivo sviluppo, una buona tendenza, non solo di idee ma di fatti, alla quale bisogna venire incontro. E bisogna venirle incontro oltre che con gli altri provvedimenti di Governo, anche con quelli relativi all'emigrazione. Vi è qui un cespite di cinquanta o sessanta milioni di noli di cui quattro quinti almeno, senza bisogno di monopolio, che non sarebbe consentito dai trattati di commercio, ma con disposizioni possibili e attuabili che la Commissione per il riordinamento dei servizi marittimi ha proposte, potrebbero essere assicurati alla bandiera italiana.

E dico solo quattro quinti e non tutto, perchè un po' di concorrenza fa sempre bene.

Lasciamo dunque che coloro che non avendo vapori propri vanno a noleggiare vecchie carcasse estere o italiane gridino contro il rialzo della velocità dei vapori, contro l'articolo 14 che determina i noli, e cerchiamo invece di salutare i primi albori di questo risveglio e di arrivare al meglio.

Ed ora brevi parole circa i medici militari. Questo è un tasto delicato. Io non esito a rendere a questi bravi e valorosi ufficiali l'omaggio della mia ammirazione. Essi disimpegnano in genere degnamente il loro ufficio, e so di alcuni che hanno compiuto modestamente e serenamente, in condizioni difficilissime, atti di cui il paese può andare orgoglioso. Debbo però notare che essi non hanno il sorriso del ministro della marina.

SANTINI. Tutt'altro! Non arriva a conoscerne l'importanza.

PANTANO. Credo che il Ministero della marina lesini la sua benevolenza non solo al servizio di emigrazione disimpegnato dai

medici della marina militare, ma anche a tutti gli altri servizi di emigrazione.

È doloroso notare che non in tutti i viaggi fu imbarcato il medico militare, ciò che costituisce una flagrante violazione dell'articolo 11 della legge. E quando furono richiesti i tenenti di vascello, i quali, nella mancanza del medico militare, rappresentano il Commissariato cioè la vigile azione del Governo a bordo, anche il tenente di vascello fu negato, ed abbiamo visto partire dal porto di Napoli quattro o cinque vapori con sei o sette mila emigranti senza nessun commissario a bordo. Ciò è altamente deplorabile. (*Bene!*)

Ora poi mi permetta l'onorevole ministro degli esteri (e qui vengo a lui, perchè non vorrei risparmiarlo troppo, altrimenti mi credono un compare), mi permetta di rivolgere anche a lui una lieve censura. D'accordo col ministro della marina ha istituito una Commissione per studiare la riforma del corpo dei medici militari per l'emigrazione, proponendone un aumento, quasi raddoppiandone il numero, ed eliminandoli dall'organismo attivo dell'esercito per farne un corpo autonomo...

SANTINI. È uno sproposito.

PANTANO. È uno sproposito, il quale avrebbe queste particolari conseguenze...

TITTONI, ministro degli affari esteri. È semplicemente allo studio. Non è risoluto.

Voci. Speriamo che non si risolva.

LUZZATTI LUIGI. Speriamo che non si risolva. Mi unisco anch'io.

TITTONI, ministro degli affari esteri. Ed è utile discuterlo qui.

PANTANO. Avrebbe dunque queste conseguenze: prima di tutto, come ha già accennato l'egregio relatore della Giunta del bilancio, dovrebbero avere l'incarico di andare a fare all'estero la visita degli emigrati sottoposti alla leva, e quindi si dovrebbe mobilitarne una parte nell'America o altrove a questo scopo; poi si cristallizzerebbero in un solo ufficio, vale a dire si metterebbero in continuo contatto sullo stesso vapore con le stesse persone, nella possibilità di perdere a poco a poco la indipendenza e la fierezza propria. Mentre oggi si avvicendano e continuamente ritornano al loro corpo, dove il sentimento del dovere e della disciplina ed il contatto dei propri superiori serve a temprarne la fibra e a tenerne sempre alto il prestigio. Sicchè noi finiremmo col costringerli in una di quelle tali dighe chiuse, in cui si possono per qualche tempo allevare bene dei pesci,

ma in cui l'acqua a poco a poco imputrisce.

E però il Consiglio dell'emigrazione deliberava l'altro giorno di far voto perchè il ministro non voglia toccare l'organamento attuale dei medici militari. Se occorre qualche piccolo aumento di organico od altro, si faccia, ma sempre mantenendo integro l'organismo attuale.

SANTINI. E poi servono per la guerra.

PANTANO. Perfettamente. Noi diamo infatti una speciale educazione a questi medici militari per il giorno in cui il paese dovesse trovarsi nel cimento con i suoi soldati in alto mare. Questa gente può studiare le malattie tropicali; avvezzarsi a non temere e a non soffrire le traversie del mare e tutto ciò diventerà di un beneficio immenso per la nostra armata navale. Quindi bisogna insistervi in tutti i modi.

Ed ora rapido rapido, perchè non vorrei che il Presidente mi richiamasse alla brevità, vorrei accennare a qualche altra piccola cosa. Si è parlato dei Comitati mandamentali e si è deplorato che essi non rispondano al fine della legge. Ed è la verità. Purtroppo in Italia, tutto si attende dall'azione dello Stato, e l'azione locale torpida non si sveglia che quando interessi immediati la mettono in moto. Orbene abbiamo fatto i Comitati locali, dove per parentela morale con l'onorevole Luzzatti accettai pur anco il parroco in segno di fraternità...

LUZZATTI LUIGI. Ho fatto tante altre concessioni io!... (*Si ride*).

PANTANO. È stata cosa reciproca.

Questi Comitati, che noi avevamo immaginato, fondendovi insieme le rappresentanze municipali, le rappresentanze operaie, ed il sentimento religioso, che, soprattutto nei piccoli centri, ha tanta importanza, che cosa hanno fatto? Non hanno risposto al loro mandato. Ma in fondo, diciamo la verità, che cosa ha fatto il Commissariato perchè questi Comitati funzionassero? Abbiamo visto in qualcuna delle relazioni del Commissariato segnalato alla pubblica lode qualcuno di questi Comitati? Eppure io ne conosco di quelli che hanno tentato ed hanno fatto cose utili e benefiche, che non hanno avuto una parola nè di lode, nè di sprone, mentre si era stabilito che nelle relazioni annuali fossero additati alla riconoscenza del paese quei Comitati, che si fossero resi benemeriti.

Ma il Commissariato! Il Commissariato è in piazza Santi Apostoli e lavora alacramente; ma esso dovrebbe esser presente

dappertutto. Esso avrebbe dovuto fare in modo che i suoi ispettori percorressero le diverse regioni d'Italia, ed animassero questi Comitati. In tal modo si sarebbe raggiunto l'intento; ma questi comitati, abbandonati a se stessi senza mezzi, senza spinta, che cosa potevano fare?

LUZZATTI LUIGI. Eppure ve ne sono, che fanno!

PANTANO. È un miracolo! Vi sono, ma non sono segnalati alla pubblica riconoscenza.

Veniamo ai ricoveri e alle locande.

L'onorevole Nitti ha detto: perchè volete disciplinare dove debba andare questa gente quando arriva nei grandi centri di Genova, o di Napoli? Perchè ve ne preoccupate? Date a questi emigranti le due lire, che il vettore paga per le locande, e vedrete che costoro se la caveranno benissimo, poichè il contadino ha più abilità di coloro, che lo guidano. Onorevole Nitti, questi discorsi sono teorici, ma bisogna vedere le informazioni, che avevamo noi; bisogna non dimenticare le constatazioni fatte sul modo, con cui questa gente, appena scesa nelle stazioni, è reclutata, sorpresa, sfruttata, truffata in tutti i modi nei loro bagagli, nei loro averi, in tutto! È mai possibile abbandonare questa gente in certi luridi posti, in cui nei primi tempi i nostri medici ed i nostri ispettori avevano quasi paura di entrare? Noi abbiamo voluto, disciplinando in certo modo taluni alberghi ed indicandoli come i migliori per igiene e per ordine, mettere al sicuro il più possibile questi disgraziati emigranti.

Ma, parallelamente a tutto questo, si doveva attuare, specialmente nel porto di Napoli, che è il centro più importante della emigrazione del Mezzogiorno (la più incolta) un duplice ordine di provvedimenti, e cioè il ricovero o albergo voluto dalla legge, che mettesse l'emigrante in condizioni, di essere tutelato appena arrivato al porto per l'imbarco, o sbarcando dall'estero per rimpatriare, che lo mettesse in immediato rapporto coll'ispettore dell'emigrazione, col vettore, col Banco di Napoli, il quale specialmente, ricevendo in deposito il suo danaro, lo sottraesse al pericolo di arrischiare al giuoco o di farsi rubare a bordo anche quella piccola sua risorsa. E nel ricovero dovevano trovar posto i bagni, perchè è una delle cose più sconcertanti, quella di vedere imbarcare della gente nostra in certe condizioni di luridezza.

GIANTURCO. E somministrare i vestiti

PANTANO. L'onorevole Gianturco ha accennato ad una splendida iniziativa sua e di amici suoi, che auguro si realizzi al più presto, per la quale il Commissariato avrebbe avuto plausi ed aiuti, quella di cercare che questa gente, che entra spesso quasi cenciosa nel ricovero, ne esca, per andare al bastimento, pulita, rivestita, perchè anche l'apparenza, quando si sbarca all'estero, rialza la dignità della nostra emigrazione. Questo è il concetto del ricovero.

Or bene di tutto questo non si è fatto nulla.

Non si è fatto il ricovero: e in gran parte la colpa è del Consiglio di emigrazione, che, accarezzando più alti ideali, credendo che potesse destinare il fondo di emigrazione a grandi organizzazioni di colonizzazione all'estero, e non volendo privarsi di quella somma, sospese momentaneamente il ricovero; ma votò la spesa e per i bagni e per il deposito di bagagli, e per tutto ciò che potesse agevolare, soprattutto nel porto di Napoli, l'andare e tornare degli emigranti. Ma anche questo è rimasto arenato completamente.

È per i ricoveri che si è affacciata in questi ultimi giorni una proposta di un nobile gentiluomo, il quale si è mostrato pronto a costruire a sue spese (a spese cioè di una Società da lui rappresentata) un ricovero nel porto di Napoli per 2400 emigranti, domandandone la concessione dell'esercizio per 30 anni. Ora io porto così, incidentalmente, una questione di grande importanza su cui il Consiglio di emigrazione non si è sentito in grado di pronunziarsi per varie ragioni: primo, perchè la legge prescrive che si vadano costruendo ricoveri man mano che le forze del Commissariato lo consentano, il che fa presumere che il ricovero debba essere costruito direttamente dal Commissariato; poi, perchè, anche se la legge non fosse così restrittiva, è questione di sapere dal Consiglio di Stato se, nel caso, la concessione del ricovero si debba dare per trattativa privata o per licitazione; infine perchè il regolamento prescrive che debbano essere stabilite delle norme dal ministro per decreto reale sui servizi di questi ricoveri, e queste norme non esistono.

Il Consiglio dell'emigrazione ha proposto anzitutto che fosse inteso il parere del Consiglio di Stato sulle prime due questioni, ed ha invitato il ministro ad emanare le norme prescritte. Ma io colgo l'occasione che la questione viene dinanzi alla Camera

per esprimere il mio pensiero personale e dire che posso ben comprendere che l'esercizio del ricovero sia delegato a persone di fiducia, a persone meritevoli, ma la costruzione del ricovero, quando il Commissariato dispone di 5 milioni presso la Cassa depositi e prestiti, deve essere fatta, a spese del Commissariato, deve essere proprietà del Commissariato senza concederne la proprietà e l'esercizio per 30 anni con tutte le possibili liti che possono venire. Accenno a questo semplicemente, e passo oltre.

Addetti d'emigrazione. Circa gli addetti d'emigrazione mi trovo in una situazione cattiva poichè l'onorevole Cabrini è alleato all'onorevole Tittoni. Egli è venuto (già, è questione di figliolanza: egli e l'onorevole Fusinato sono i padri putativi degli addetti d'emigrazione) è venuto a difenderli. Il Consiglio dell'emigrazione si era mostrato titubante, gli onorevoli Fusinato e Cabrini sono venuti personalmente a perorarne la causa e noi abbiamo consentito due addetti d'emigrazione a titolo di esperimento; ma tormentati dal dubbio che questi addetti d'emigrazione finissero coll'essere delle appendici dei consolati, così che noi avremmo finito col fare la spesa d'un impiegato amministrativo di più.

Però, siccome l'idea era geniale noi la secondammo, con l'intento che l'addetto di emigrazione fosse vicino al Consolato, e dal Consolato traesse autorità e prestigio, ma dedicasse esclusivamente l'opera sua verso tutti i nuclei di emigranti, e li mettesse in diretto rapporto con il Commissariato, in maniera che vi fosse una corrente continua fra l'uno e gli altri. Così l'addetto avrebbe integrato l'azione dell'ispettore viaggiante, che, avendo larghe zone non può occuparsi dei casi singoli.

Ma, permettetemi di dirvi che i vostri elogi dopo l'esperimento degli addetti d'emigrazione non sono rispondenti al loro vero risultato. Io non ho alcun dubbio che l'addetto della Svizzera abbia risposto perfettamente al suo mandato. Il De Micheli è persona provata, ha vissuto a lungo in mezzo ai nostri emigranti ed aveva ricevuto un mandato d'ispezione dal Commissariato dell'emigrazione, che aveva stupendamente, superbamente adempiuto.

Egli esplica l'opera sua anche con un bollettino speciale che pubblica facendo cosa veramente meritoria. Ma quando voi mandate nuovi addetti, in qual modo andrete a sceglierli? Forse con lo stesso metodo con cui avete scelto l'addetto di Ger-

mania che non sapeva il tedesco? Tutta l'opera di questo addetto, se le mie informazioni sono esatte, è stata insufficiente, e se io dovessi presumere da quello che egli ha fatto l'opera futura di tutti gli altri addetti, non vi darei altri fondi.

CABRINI. Sono due uno dissimile dall'altro.

PANTANO. Certo questo di Germania non ha fatto buona prova.

Ora io dico che se voi volete allargare il numero degli addetti, dovete dettare delle norme e dei criteri per la scelta di essi e dovete mettervi di accordo col Commissariato, perchè, francamente, gli addetti hanno cominciato a prendere l'attitudine di dipendere dal Ministero degli affari esteri e non dal Commissariato, alterandosi così completamente la figura di questi funzionari.

Le scuole. L'onorevole Colajanni ha toccato una nota di sentimento altissimo, ed io mi dolgo dal profondo dell'animo mio di essere titubante in questa materia e di non poterlo seguire con quella fiducia che il mio collega ha. Noi abbiamo stanziato 50 mila lire in favore delle scuole all'estero nell'interesse degli emigranti. Che cosa si è fatto? Che cosa ne sa il Commissariato ed il Parlamento? Quando mai il Ministero degli esteri ha sentito il bisogno di dare dei chiarimenti?

TITTONI, *ministro degli affari esteri.* Non sono state date da me. Qui c'è un equivoco grandissimo.

PANTANO. Sono state date per la erezione di scuole, e non a lei personalmente, s'intende, ma all'Amministrazione degli affari esteri. (*Interruzioni — Conversazioni.*)

TITTONI, *ministro degli affari esteri.* Risponderò poi.

PANTANO. Noi eravamo tormentati dal dubbio se questi denari fossero stati utilmente spesi. Ad ogni modo, prima di dare una somma maggiore per l'istruzione degli emigranti, io dico: andiamo adagio e non ci lasciamo vincere dal troppo sentimento. Imperocchè come saranno spesi questi denari? Saranno spesi nei centri urbani dell'America del Sud? Ma là le scuole le abbiamo. O vogliamo andare a cogliere tutta quella emigrazione sparsa nelle *fazende*, nei punti isolati! Ma allora non basterebbero dei milioni.

Quindi non vorrei che sotto la spinta di un'idea così geniale, noi spendessimo dei danari senza ricavarne l'utile necessario, tanto più poi che io non mi nascondo la necessità di altre spese importanti; perchè

manchiamo ancora di tutto ciò che è prescritto dalla legge per l'organizzazione della tutela degli emigranti e del loro avviamento al lavoro all'estero. Su questo terreno esistono appena i patronati e le rapide escursioni degli ispettori viaggianti.

Noi siamo obbligati a fare degli uffici di collocamento, di asilo, di aiuto, di avviamento e di protezione e questi uffici, solo avranno un valore, in quanto avranno le loro diramazioni in tutti i piccoli centri, in cui, come un ventaglio si sparge l'emigrazione.

Ora è forse più importante in certi momenti andare a sovvenire ai bisogni degli emigranti, in una località completamente isolata, dove essi mancano di tutto, dove hanno bisogno di giornate di viaggio se vogliono arrivare al loro Consolato.

Per queste ragioni, io non voglio ostacolare un'idea, la quale si presenta così geniale, ma non mi sento nemmeno nell'animo di troppo incoraggiarla.

Noi dobbiamo pensare anche a qualche altra cosa: al fenomeno colossale dell'emigrazione nostra agli Stati Uniti. Ormai è inutile farsi delle illusioni, il problema dell'emigrazione negli Stati Uniti si impone con caratteri assolutamente eccezionali. Gli Stati Uniti sono disposti ad aiutarci, a patto però, che noi cerchiamo di volgere quei nostri emigrati verso gli Stati del Sud dove, per l'indole dei nostri agricoltori, la nostra emigrazione può trovare lavoro senza produrre un ribasso di salari nei grandi centri industriali.

In questo senso si viene orientando negli Stati Uniti l'opinione pubblica, e appunto perciò il Mayor ha fatto in questi giorni un'escursione nel Texas.

TITTONI, *ministro degli affari esteri.* Lo annunciai io alla Camera l'altro giorno.

PANTANO. Ne sono felicissimo.

Noi abbiamo sentito l'altro giorno con sentimento di vera ammirazione, ed è giusto tributargliene lode, il console di Nuova-Orleans che è venuto in seno al Consiglio di emigrazione a delinearci tutte le condizioni di possibilità e di sviluppo che nella Florida, nel Mississippi, nel Texas, si prestano ad una nostra vera e propria espansione coloniale. Ma diceva benissimo quel valente console: se mi domandate dove si può avviare questa gente, io non ve lo posso specificare, perchè è a tre, quattro o cinque giorni di distanza, ed io non ho mezzi, non ho niente. Dunque anche per volere avviare l'emigrazione verso quei

paesi dove ha un grande orizzonte, abbiamo bisogno di spendere dei quattrini, e per carità, non cerchiamo di deviarli troppo da questi fini che sono non meno alti e più urgenti.

Infine, qui torno nuovamente d'accordo col ministro, per chiudere la mia troppo lunga orazione, convenendo con lui, che realmente, malgrado tutti i difetti che abbiamo constatati nel funzionamento del Commissariato e intorno alla necessità di rafforzarne l'ufficio, è innegabile di fronte alle critiche di qui e di altrove che molti benefici si sono raccolti.

Già prima di tutto si sono eliminati una infinità di abusi da parte della fitta rete, di sfruttatori che circondava la nostra emigrazione.

È stato impedito l'eccessivo aumento dei noli nei mesi di maggiore affluenza degli emigranti, quando essi a qualunque prezzo, sarebbero partiti; abbiamo migliorate le condizioni dei trasporti e indubbiamente seguiranno a migliorarle; abbiamo iniziato la tutela degli emigranti all'estero coi patronati, coi commissari viaggianti. E se abbiamo fatto poco e molto di più dovremo fare, pure è già qualche cosa che l'Italia abbia fatto sì che in tutti i punti dove approdano i suoi figliuoli derelitti, essi trovino chi se ne cura, chi cerca di consigliarli, chi innalza la prima bandiera della tutela. Abbiamo eliminato le vecchie carcasse, per far progredire la nostra marina, dando così anche una spinta alle costruzioni nazionali. Ed abbiamo fatto qualche cosa di più.

Abbiamo fatto sentire all'estero un senso più alto della tutela del paese di fronte agli stranieri, e nella stessa coscienza degli emigranti abbiamo impresso un senso di italianità in quantochè si sentono non completamente dimenticati.

Ed altre cose abbiamo fatto. Ad esempio abbiamo impedito la emigrazione gratuita nel Brasile, che fu uno di quegli atti che salvò la nostra povera colonia nel momento in cui era sfruttata da fazenderi crudeli e falliti che domandavano aiuto di nuova gente italiana per cacciare gli altri nostri italiani creditori loro, e che non potevano pagare. E questo rispetto imposto ai nostri emigrati poveri colà ha suggerito migliori consigli anche ai Governi locali per cercare di darci tutti quegli affidamenti senza i quali noi non possiamo in nessun modo consentire che i nostri proletari vadano nel Brasile sfruttati e senza alcuna garanzia. E questo è effettivo beneficio di

quel tale articolo 19, di quel diritto nello Stato di concedere o no la patente per una data destinazione di emigrazione.

E perciò, invece di demolire l'opera del Commissariato nella opinione pubblica, con attacchi ingiusti, profittando della debolezza stessa dei fianchi che il Commissariato stesso ha offerto, con l'opera sua non completa, cerchiamo invece, con le critiche giuste e con seri provvedimenti, di far sì che questo istituto, sorto con nobile iniziativa di Parlamento e di Governo, arrivi alla sua meta. Ma per farlo, per lei, onorevole ministro, per noi, per il Commissariato, per tutti, occorre la visione chiara del fine che vogliamo raggiungere, visione larga, ampia, feconda, che non si smarrisca nei viottoli tortuosi della burocrazia, e nelle sue viete tradizioni, dove impallidiscono e intristiscono anche le iniziative più geniali! (*Bene! Bravo! — Congratulazioni*).

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Marcello.

MARCELLO. Vi rinuncio.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare l'onorevole Solimbergo.

SOLIMBERGO. Io intervengo malvolentieri in questo momento in questa discussione, pure avendo la lusinga di poter portare qualche osservazione di pratica utilità sul grave argomento, dopo tanti viaggi lontani, dopo dieci anni di permanenza nei Consolati di America e del Levante, nei luoghi cioè dove più ferve il problema che ci occupa. Non intendevo di partecipare a questa discussione in questo momento, anche perchè si sa troppo bene che al finire della sessione e nelle sedute mattutine, deputati e ministri non prestano che tardo e distratto orecchio...

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Per parte mia, no. Contesto questa affermazione, in quanto mi riguarda.

Voci. Anche il relatore.

RUBINI, *presidente della Commissione generale del bilancio*. Non ascoltano quelli che non ci sono!

SOLIMBERGO. Se è così me ne compiacio! Anzitutto, avrei desiderato di non dover rilevare certi attacchi che anche questa volta non sono mancati contro il corpo consolare, che io ho veduto sotto diverse latitudini fare coscienziosamente e coraggiosamente il suo dovere come e meglio che non l'abbia potuto fare io stesso.

Si dice e si ripete spesso la frase che i consoli devono essere preparati ai tempi nuovi ed ai nuovi bisogni. Onorevoli col-

leggi, si tratta di vecchi tempi e di antichi bisogni, che rimontano alle origini storiche dell'istituto consolare, perchè l'azione dei consoli, per quanto ha tratto all'emigrazione, agli scambi commerciali, alla colonizzazione, costituisce e riempie la parte sostanziale della missione consolare. Queste sono *ab antiquo* le funzioni naturali dei consoli, e i buoni (però che ve ne sono dei buoni e dei meno buoni, tra i consoli, come nel corpo dei magistrati, come in qualunque altro corpo) i buoni, dico, le esercitano con solerzia, con amore, con frutto; i cattivi, se ve ne sono, non li ridurrete mai nè a questo nè ad altro.

Perciò io protesto con tutte le mie forze, contro simili attacchi generici, indeterminati ed ingiusti, contro questa ombra di scredito che avvolge tutto il corpo consolare, forse per il difetto di qualcheduno. Se contro questo qualcheduno vi hanno lagnanze giustificate, denunciatelo nominalmente.

L'onorevole Colajanni faceva lode al ministro di aver migliorato il corpo consolare, ma io credo che i nostri consoli, non ora soltanto, ma da molto tempo sieno generalmente buoni...

GIANTURCO. Anche quelli di seconda categoria?

SOLIMBERGO. Non parlo che dei consoli di carriera.

E questi non hanno niente da invidiare ai consoli delle altre nazioni, che io ho visto egualmente alla prova.

Si può, naturalmente, migliorare ancora, perfezionare, il personale e il servizio. E la Camera fa bene a incoraggiare l'onorevole ministro in questa opera: opera di selezione e di adattamento. Di selezione, secondo le attitudini; di adattamento, secondo i luoghi. Ad esempio, distinguendo nettamente i Consolati d'America da quelli del Levante; è un servizio diverso, vorrei dire una diversa professione.

PRESIDENTE. Ma questo riguarda l'ordinamento del corpo consolare.

SOLIMBERGO. Onorevole presidente, io procedo per rapidi tocchi sulle gravi questioni, che ci troviamo dinanzi con la legge che si discute.

PRESIDENTE. Sta bene; ma attienamoci all'argomento.

SOLIMBERGO. Si tratta, ripeto, quasi di una professione diversa, perchè mentre nei Consolati delle Americhe il servizio si esplica oltretutto sulle cose attinenti alla emigrazione, sugli affari così detti di ordinaria

amministrazione, nei paesi a capitazioni, con giurisdizione, voi m'insegnate che devono esercitare funzioni giuridiche e politiche di ben altra e di ben più delicata natura.

Ma al miglioramento di tutta insieme la carriera consolare e diplomatica, all'opera benefica di selezione, secondo le attitudini e la capacità, e di adattamento, ai luoghi e alle sedi, potrà contribuire efficacemente, io confido, quel riordinamento delle carriere di concetto del Ministero degli esteri, — se ben fatto, radicalmente, secondo me, con l'unificazione dei ruoli, come ne darò la dimostrazione a suo tempo — che l'onorevole ministro ha promesso di presentare alla Camera, ed intorno al quale mi si assicura che lavora da un anno una Commissione, dalla quale non si aspettano già delle conclusioni definitive, ma la pubblicazione di un completo materiale di studi e di progetti, prodotto in trenta anni di vita parlamentare, che illustri la grave questione sulla quale avremo poi noi, avrà la Camera, con piena cognizione, da discutere e da deliberare.

Trattandosi di una compilazione, io domando che se ne solleciti la pubblicazione.

E poichè mi trovo a parlare, mi permetterò di fare, come ha inteso di fare l'onorevole Pantano, ma molto più rapidamente di lui e magari in forma telegrafica, qualche osservazione sulle osservazioni che furono fatte sulla legge in discussione.

L'onorevole Nitti ha accennato alla rapidità dei piroscafi, dicendo che questa condizione non gli pareva essenziale, e che ci teneva poco.

Esaurientemente gli ha risposto poco fa l'onorevole Pantano su questo argomento. Ed io sono d'accordo con l'onorevole Pantano nel ritenere, la velocità dei vapori, la condizione necessaria assoluta della preferenza e quindi della concorrenza vittoriosa sul mare, appunto nei trasporti dei passeggeri siano poveri o ricchi. Basterebbe a dimostrarlo, l'importanza che tutto il mondo attribuisce attualmente a quei *records* di velocità, che sono una sfida, più che una gara, permanente, tra le varie marine.

Basterebbe, per quanto riguarda l'Italia, rilevare il fatto della concorrenza che ci viene fatta dalle marine estere nei nostri stessi porti di Genova e di Napoli, dalle Compagnie germaniche, come l'*Hamburg* e la *Bremen*, e americane, come la *Prince-Line*, proprio per il trasporto degli emigranti.

La lentezza è dispendiosa, pel carbone e pel vitto, e tormentosa. Sì anche tormentosa, onorevole Nitti.

L'onorevole Nitti diceva che i nostri poveri lavoratori avvezzi così male in patria, trovano quasi un sollievo nel viaggio, che vorrebbero prolungare. Eh, no!

Per me il viaggiare in mare è un godimento senza pari; è invece un tormento inenarrabile per la grandissima maggioranza dei nostri poveri emigranti.

In due dei miei viaggi di traversata dell'Atlantico, con a bordo ottocento la prima volta e milleduecento la seconda, emigranti meridionali imbarcati a Napoli, diretti a New York — perchè vi è l'anomalia che gli emigranti del Sud d'Italia vanno preferibilmente nell'America del Nord, e quelli del nostro Nord in quella del Sud — ho assistito al compassionevole, miserando spettacolo di quelle sofferenze, specie per le donne e i fanciulli.

Perchè, signori, io vorrei dire all'onorevole Nitti che va bene di tener conto di tanti buoni studi e statistiche e impressioni avute da lontano, ma anche delle cose che si vedono con i propri occhi da vicino; e un poco anche, se me lo permettete, in questo caso, della grande *houle* dell'Atlantico formidabile anche quando è calmo.

Ed ecco perchè e come la condizione della velocità può diventare anche una questione di umanità! (*Approvazioni*).

LUZZATTI LUIGI. Ha ragione.

SOLIMBERGO. E vengo a toccare la questione della doppia cittadinanza e del voto.

Non intendo di parlare che dell'America del Nord, che conosco: forse può aver ragione l'onorevole Santini, che l'America del Sud si trovi in condizioni diverse, per quanto riguarda la cittadinanza. Per l'America del Nord, io mi dichiaro d'accordo con l'onorevole Cabrini, fautore della doppia cittadinanza, e contrario alle considerazioni che ha svolto il mio amico De Bellis per raccomandare al Governo di adoperarsi e provvedere in ogni modo a che gli italiani di America mantengano sola, intatta, schiva d'ogni contatto compromettente, la cittadinanza italiana, titolo invero altissimo di nobiltà e di riconoscimento.

Veramente, a questo proposito, non so che cosa il Governo possa fare, se non forse (ove ce ne sia bisogno) modificare gli articoli 4 e 11 del Codice civile.

Ma ben più che d'accordo con l'onorevole Cabrini, mi trovo, col mio pensiero,

nella più completa armonia con quello che, in questa materia, fa la Germania.

L'onorevole Nitti diceva che la città di Nuova York, guardando al numero di persone di cui si compone la colonia italiana, si può considerare come una delle nostre maggiori città: ed io aggiungo che la città di Chicago, pel numero dei tedeschi che l'abitano, diviene la terza città della Germania: 400,000 tedeschi. Ora, la parola che la Germania fa sentire, e che tutti i tedeschi ascoltano ed applicano e praticano, è: « Io vi sciolgo, vi svincolo da tutti i legami politici e civili con la madre patria, compresa la leva militare; prendete, formalmente, non importa quale nazionalità; uniformatevi, adattatevi alle leggi, ai costumi, agli usi del luogo dove andate; apprendete le loro lingue, fatevi cittadini, fatevi elettori, e prendete parte al voto; contate, valet e fatevi valere; e procurate di consumare la più grande quantità di prodotti germanici, e di diffonderne l'uso ed il gusto; di sviluppare quanto più potete commerci e rapporti di ogni maniera con la madre patria, perchè siete e sarete sempre tedeschi ». E così, o signori, viene soddisfatta la grande Unione Americana, la quale trova nel suo crogiuolo il più forte elemento, l'elemento tedesco, e, nello stesso tempo, la Germania, che ne ricava la maggior somma d'utilità.

Credete, la colonia conta in proporzione del numero dei voti che porta; ed in compenso, ha vantaggi, e vantaggi notevolissimi. Non foss'altro, quello di togliere la diffidenza derivante dal sospetto che la nostra emigrazione, indifferente alle sorti del paese, vi rimanga per breve tempo coll'unico intento di sfruttarlo, d'onde le disposizioni restrittive di legge, che danneggiano la nostra emigrazione, considerata come non desiderabile, *undesirable*. Massimo vantaggio eliminare tale cagione di diffidenza. Ma la colonia ne potrà avere, col partecipare alla vita pubblica ed esercitando una effettiva influenza sulle cose del paese, ben altri e maggiori, sia per la scuola, sia per gli affari, sia nei continui rapporti con l'elemento locale. Accenno soltanto che, quando la colonia italiana volle elevare il grande monumento a Cristoforo Colombo a Nuova York, contribuì largamente nella spesa il partito vincitore nella più recente elezione presidenziale, alla cui riuscita avevano concorso molti elettori italiani. (*Commenti — Interruzioni*).

Poi quando questi nostri emigrati, col

loro sudato peculio, con la loro fortuna, anche solo per nostalgia della patria, torneranno in Italia, non domandate loro donde vengano o se hanno avuta un'altra nazionalità. Se sono di nascita o di origine di Udine, poniamo, tornano udinesi e cittadini italiani. (*Commenti — Approvazioni*).

CABRINI. La recuperano di fatto la nazionalità.

SOLIMBERGO. E sia di fatto e di diritto.

Ed ora una brevissima parola sulle nostre scuole all'estero, delle quali voi sapete, almeno i più vecchi colleghi sanno, che io sono un fervido difensore.

L'onorevole Colajanni ha fatto un confronto del numero delle nostre scuole in Levante con quello delle nostre scuole nelle Americhe. Io credo che non si possa fare un confronto simile, stabilire rapporti di spesa in base al numero degli emigranti. Devesi tener conto di ben altri elementi e di ben altre condizioni di fatto che io credo preponderanti. Tutti sanno qual somma di interessi politici, morali ed economici ha l'Italia in tutto il grande bacino del Mediterraneo, da Tunisi fino all'estremo limite della costa Adriatica che si oppone alla nostra, come altresì nella grande penisola dei Balcani. È là che principalmente interessa ed urge di accrescere il numero delle scuole e perfezionarne, renderne più pratici ed efficaci, gli ordinamenti.

È là che bisogna operare con ogni energia alla difesa e alla diffusione della nostra lingua, strumento necessario e potente d'influenza politica e di sviluppo economico, e con essa, della nostra coltura e del sentimento d'italianità.

In questi luoghi è l'elemento locale di tutte le varietà etniche, greci, bulgari, serbi, siriani, turchi, che concorre largamente alle nostre scuole; e ciò è sommamente per noi vantaggioso.

Facendo apprendere a tutti indistintamente la nostra lingua, noi esercitiamo una attrazione di affetto e di gratitudine, una influenza diretta, sentimentale e materiale, che si tradurrà poi in benefici d'ordine economico e politico.

Pei nostri poveri emigrati di America, per quanto riguarda le scuole, e parlo dell'America del Nord, le cose vanno assai diversamente.

I più giovani dei nostri emigrati si affrettano ad imparare la lingua inglese, strumento assolutamente necessario nella lotta

per la vita, e a frequentare le scuole del luogo.

Quelli della prima generazione fanno altrettanto, spinti, costretti dai padri ai quali è praticamente utilissimo che i figli possano ai più presto servire da interpreti nei loro affari, nei loro negozi, nei loro quotidiani bisogni.

Nella Nuova Orleans, ad esempio, dove l'elemento italiano è in gran parte di Sicilia, il padre non sa e non parla ai figli che il dialetto siciliano e non capirebbe la lingua che il figlio riporterebbe dalla scuola italiana, mentre a lui preme che il figlio, il quale sa il siciliano, lo metta in comunicazione col mondo americano. Questo spiega come in gran parte dell'America del Nord l'affluenza alle scuole italiane propriamente dette, sia relativamente scarsa e dia scarso frutto.

L'onorevole Colajanni ha detto: nelle scuole americane s'insegna il polacco e il francese, e l'italiano no.

Ecco: può darsi che il polacco s'insegni in qualche nucleo di galiziani isolati nel Far-West; il francese è una specie di Volapuk universale. In quanto all'italiano, io stesso ho avuto la fortuna di poter ottenere che in qualche scuola americana del Nord, e perfino in una Università, venisse iscritto nei programmi e dato un corso d'insegnamento d'italiano. Ma non vi accorsero che degli americani amatori o curiosi della nostra lingua, o che avessero scopi di studio o che si proponessero di viaggiare in Italia.

Riassumendo, il concorso degli italiani alle scuole italiane nell'America settentrionale è relativamente assai scarso, per le ragioni che ho detto, ragioni di necessità piuttosto che di libera volontà, e di libera scelta, determinate dall'ambiente in cui i nostri sono obbligati di vivere e di guadagnarsi la vita.

Ora, se l'onorevole Colajanni propone 200 mila lire per quest'anno e 500 mila per l'anno venturo a favore delle nostre scuole all'estero, io accetto le due cifre, ma con le maggiori riserve per quanto concerne la destinazione ch'egli indica, di queste somme. Riserve che spero anche l'onorevole ministro degli affari esteri vorrà fare: perchè è nel vicino Oriente soprattutto che va considerata e grandemente curata la questione delle scuole nostre...

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Ma badi che sono due cose distinte. Alle scuole d'Oriente provvede il Ministero degli affari esteri; il Commissariato dell'emigrazione s

incarica soltanto delle scuole nei centri dell'emigrazione italiana; non dobbiamo quindi confondere le due questioni. (*Benissimo!*)

SOLIMBERGO. Signor ministro, io parlo qui ora delle scuole italiane all'estero in genere, come si parla talvolta su quei capitoli del bilancio che non hanno stanziamento, ma portano l'indicazione: *per memoria*; e l'onorevole ministro vorrà, spero, tenerne memoria.

È là, dunque, lungo le coste del bacino del Mediterraneo, in Oriente, che l'opera delle nostre scuole, a parer mio, l'opera della « Dante Alighieri » e di altre società patriottiche, e del Governo, deve mirare; dove l'azione dell'Italia deve esplicarsi con la maggiore energia, con fini determinati, con la maggiore intensità; è là che noi dob-

biamo ottenere i maggiori risultati. (*Vive approvazioni — Congratulazioni.*)

PRESIDENTE. Il seguito di questa discussione è rimesso ad altra seduta.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Ad oggi, dopo l'interpellanze...

PRESIDENTE. Sempre che ce ne sia il tempo!

La seduta termina alle ore 12.15.

PROF. EMILIO PIOVANELLI

V. Direttore dell'Ufficio di Revisione e Stenografia.

Roma, 1905 — Tip. della Camera dei Deputati.